



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat  
CS 40 331  
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 14/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **RANGUEIL ENERGIE SERVICES**

18 RUE THOMAS EDISON  
BP 2323  
33610 Canéjan

Références : 2025/191  
Code AIOT : 0006802899

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2025 dans l'établissement RANGUEIL ENERGIE SERVICES implanté 147, Avenue de Rangueil 31400 Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été faite dans le cadre d'un porter à connaissance de l'exploitant, déposé en décembre 2024. Un rapport spécifique va être établi ainsi qu'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

L'inspection a pour objectif de vérifier le respect de certaines prescriptions applicables.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RANGUEIL ENERGIE SERVICES
- 147, Avenue de Rangueil 31400 Toulouse
- Code AIOT : 0006802899
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie RANGUEIL ÉNERGIE SERVICES assure la fourniture d'utilités pour la zone du campus universitaire de Toulouse Rangueil (besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire).

La chaufferie est constituée d'une chaufferie gaz (3 chaudières et une turbine) et d'une chaufferie biomasse (2 chaudières).

L'établissement relève du régime de l'autorisation pour la rubrique n°3110 (combustion). L'activité est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2020 et de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW soumises à autorisation (dit AMPG LCP).

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En plus des constats repris dans les fiches ci-après, il est à noter que l'exploitant étudie la possibilité d'une nouvelle valorisation des cendres sous foyer (chaufferie biomasse) avec des chercheurs du campus toulousain.

A l'heure actuelle, ces cendres sont collectées sous les 2 foyers via un lit d'eau. Elles représentent un volume annuel d'environ 260 t. Elles sont prises en charge par la société SUEZ Organique de Roques avant d'être épandues.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Réserves de produits ou matières consommables	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 7.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 4.2.4.2	Sans objet
3	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 4.3.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 7.1.3	Sans objet
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 7.2.5	Sans objet
7	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.4.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 5 faits sans suite ;
- 2 faits avec suite avec des demandes de justificatifs et/ou d'actions correctives.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réserves de produits ou matières consommables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...</p> <p>La présence de matières dangereuses ou inflammables dans l'installation est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Les stockages présentant des risques d'échauffement spontané sont pourvus de sondes de température. Une alarme doit alerter les opérateurs en cas de dérive.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des filtres à manches sont présents sur le site, notamment pour permettre des remplacements ponctuels en cas de déchirement.</p> <p>L'exploitant n'estime pas que les stockages de bois dans les silos présentent de risque d'échauffement spontané. Il reconnaît toutefois qu'en période de chauffe, une partie du volume de bois stocké peut rester stockée sur une période assez longue. L'inspection s'interroge sur le risque d'échauffement spontané des plaquettes bois stockées dans les silos du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'absence de risque d'échauffement spontané pour les plaquettes bois stockées dans les silos du site.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Isolement avec les milieux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte des effluents liquides
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b>  Une vanne est présente à l'extérieur du site, de l'autre côté de la clôture située au sud-est du site. Une porte dans la clôture permet d'accéder rapidement à la vanne, actionnable manuellement et sans besoin d'un outil. Un test de bon fonctionnement est réalisé régulièrement. L'inspection n'a pas donné lieu à un test de fonctionnement. La consigne concernant son entretien préventif et sa mise en fonctionnement n'a pas été consultée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Localisation des points de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejets aqueux accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux résiduaires sont recueillies séparément dans le local chaudière et dans le local turbine de cogénération dans deux séparateurs d'hydrocarbures raccordés au réseau d'assainissement.
<b>Constats :</b>  L'établissement dispose de 2 séparateurs d'hydrocarbures en conformité à cet article. Un troisième séparateur équipe le réseau issu du bâtiment air comprimé présent au milieu du site (en responsabilité de SGE, client de RANGUEIL ÉNERGIE SERVICES)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Propreté de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 7.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats :</b>  Le site est propre et bien tenu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m<sup>2</sup> de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...);</li> <li>- d'extincteurs anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques ;</li> <li>- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55b près des installations de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances ;</li> <li>- de 2 poteaux d'incendie au moins de 100 mm normalisés NFS 61-213 alimentés par un réseau d'eau assurant un débit minimum de 120 m<sup>3</sup>/h et respectant les règles d'implantation définies dans la norme NFS 62-200 et remplissant les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>* distance maximale, par les voies de circulation, entre l'entrée du bâtiment la plus proche d'un accès voie publique et : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'hydrant le plus proche = 100 m</li> <li>• l'hydrant le plus éloigné = 100 m</li> <li>• distance maximale entre hydrants = 200 m</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<b>Constats :</b>  Le site est équipé des équipements suivants pour la lutte incendie : <ul style="list-style-type: none"> <li>• extincteurs adaptés au risque ;</li> <li>• RIA (dernier contrôle en février 2025).</li> </ul> <p>Ces équipements sont régulièrement contrôlés comme constaté lors de l'inspection.</p> <p>2 PI sont présents à proximité du site : 1 à proximité immédiate de l'entrée principale du site et 1 de l'autre côté de l'avenue de Ranguel, à proximité du rond-point. Le 1<sup>er</sup>, présent sur le domaine de SGE, a été testé directement par ENGIE.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Il est demandé à l'exploitant de vérifier auprès des gestionnaires des poteaux incendie les plus proches du site leurs débits respectifs. Les débits associés sont communiqués à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

**N° 6 : Protection contre la foudre**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'évènements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre selon les normes et dispositions nationales en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>3 parafoudres sont présents sur le site.</p> <p>Une Analyse du risque foudre (ARF) a été établie pour le site.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un contrôle annuel est réalisé concernant les équipements de protection contre la foudre. Le dernier contrôle au titre de l'année 2024 a fait état de 5 non-conformités. L'exploitant a indiqué que des travaux de mise en conformité ont été réalisés et que le rapport de contrôle de 2025 est sans non-conformité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le dernier rapport de contrôle concernant la protection foudre (délai = 1 mois).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 7 : Désenfumage**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est</p>

<p>pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</li> </ul> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et accessibles au service d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des ouvrants sont présents en toiture au niveau des 3 silos de la chaufferie biomasse.</p> <p>Les silos sont également équipés d'une détection incendie de technologie laser. Ce système de détection dysfonctionne. L'exploitant s'est rapproché de divers fournisseurs et organismes spécialisés afin d'améliorer le système de détection incendie des silos. Une technologie UV/IR est notamment à l'étude.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de tenir l'inspection informée de la solution technique retenue pour la détection incendie des 3 silos, et de son calendrier de mise en œuvre.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>